

PEDAL EN FRANÇAIS, BRIEF 1 |
OCTOBRE 2025

ÉVALUATION DU SÉNÉGAL

Depuis près de trois décennies, le Sénégal est reconnu comme un leader régional dans le domaine de la nutrition, ayant réduit le retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans de 34 % en 1992 à 19 % en 2014 (Kampman et al. 2017), et à 15,1 % en 2023 (ANSD et ICF 2024). Ces progrès ont été soutenus par une approche multisectorielle et décentralisée, les gouvernements locaux jouant un rôle de plus en plus central dans la mise en œuvre des politiques. La fortification alimentaire à grande échelle (LSFF) a été la pierre angulaire de ce programme, et le Sénégal, aux côtés du Nigeria, ayant été le pionnier des normes d'enrichissement dans les années 2000 pour l'huile comestible, la farine de blé tendre et le sel, puis ayant institutionnalisé cette approche par le biais du Plan stratégique pour l'enrichissement des aliments de 2006 et de deux stratégies nationales de fortification successives, dont la plus récente a été lancée en mai 2025. Cependant, malgré ces réalisations, le Sénégal est aujourd'hui confronté à des pressions budgétaires croissantes, à l'évolution des priorités des bailleurs de fonds et à des défis micronutriments persistants, qui menacent tous de ralentir ou d'inverser la dynamique autour de la LSFF.

Afin de comprendre les possibilités d'améliorer l'adoption et la mise en œuvre de la fortification au Sénégal, cette note d'information applique le cadre PEDAL (Political Economy Diagnostic for Assessing Large-Scale Food Fortification, diagnostic politico-économique pour l'évaluation de la fortification alimentaire à grande échelle). Le PEDAL se concentre sur la volonté politique et la capacité de mise en œuvre des acteurs du secteur public, du secteur privé et de la société civile.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

- Le Sénégal dispose d'un écosystème LSFF bien établi, bénéficiant d'un fort soutien de la part du gouvernement, du secteur privé, de la société civile et du monde universitaire. Mais la conformité varie selon les véhicules et les micronutriments.
- Afin de comprendre les obstacles et les opportunités liés à la mise à l'échelle des LSFF, le cadre PEDAL a été appliqué.
- Le PEDAL montre qu'au Sénégal, les programmes de LSFF dépendent de plus en plus du soutien des donateurs, qui est devenu plus précaire en raison des pressions macroéconomiques et de l'évolution des priorités gouvernementales. Cela souligne la nécessité d'un financement plus durable.
- Alors que le Sénégal envisage d'enrichir de nouveaux véhicules, il faudrait éviter de surexploiter les ressources financières déjà limitées. Parallèlement, il est essentiel d'avoir les données actualisées sur les micronutriments et la conformité afin d'orienter les normes et de garantir un impact équitable.

CHRONOLOGIE DES EFFORTS CLÉS DU LSFF au SÉNÉGAL

Le secteur public désigne les ministères, les agences, les dirigeants, les législateurs et les fonctionnaires. Leurs principales responsabilités en matière de LSFF consistent à renforcer la collaboration entre les différentes parties prenantes et à exercer des fonctions de contrôle de la qualité, notamment en réglementant les normes, en certifiant les produits, en testant la qualité des aliments et en imposant des sanctions en cas de non-conformité. D'ailleurs, le secteur public assure la coordination de la stratégie de fortification. Le secteur privé comprend les producteurs, les transformateurs, les détaillants et les entreprises sociales qui travaillent avec des organisations non gouvernementales (ONG). Les acteurs de la société civile comprennent les consommateurs, les instituts de recherche, les universités, les journalistes et les ONG nationales et internationales. La volonté politique désigne les intérêts, les idées et l'influence de ces acteurs. La capacité de mise en œuvre comprend l'architecture institutionnelle nécessaire à la collaboration entre les parties prenantes et les exigences techniques liées à l'ajout et au contrôle des micronutriments dans les aliments sélectionnés. Pour plus de détails sur le PEDAL, veuillez consulter la note méthodologique ci-jointe (Resnick 2025).

Au Sénégal, la méthode PEDAL a été appliquée en combinant des sources secondaires et 26 entretiens avec des informateurs clés (KI) représentant 18 institutions engagées dans la fortification alimentaire, menés entre avril et septembre 2025. L'analyse met en évidence plusieurs domaines qui nécessitent une attention particulière afin de préserver et d'approfondir les progrès réalisés. Une priorité majeure consiste à garantir un financement fiable et prévisible pour le comité national pour la fortification (COSFAM), qui a été confrontée à un blocage des ressources. Il est tout aussi important de moderniser les infrastructures de laboratoire et d'assurer un approvisionnement régulier en matériel de test afin d'améliorer le suivi et l'application de la réglementation. La hausse des coûts des prémix et des matières premières exige également des solutions innovantes, car elle menace à la fois la participation de l'industrie et la durabilité du programme. Dans le même temps, les délibérations sur l'extension de la fortification à de nouveaux véhicules tels que le riz et le bouillon doivent être soigneusement mises en balance avec les nouvelles préoccupations sanitaires, notamment la consommation élevée de sel et le risque d'exposition excessive aux micronutriments. Enfin, si l'engagement du secteur privé, de la société civile et du monde universitaire restent fort,

1994

Adoption de la stratégie d'iodation du sel

2001

Création de la Cellule de coordination nutritionnelle (CLM) et fortification obligatoire du sel alimentaire

2006

Création du Comité sénégalais pour la fortification des aliments en micronutriments (COSFAM) et lancement de la première stratégie nationale de fortification (2006-2011)

2008

Normes obligatoires pour la vitamine A dans les huiles comestibles et le fer/acide folique dans la farine de blé tendre.

2017

Lancement du deuxième plan stratégique de fortification (2017-2021)

2025

Lancement de la troisième stratégie de fortification (PSF 2025-2029)

un leadership politique soutenu et une coordination interministérielle seront essentiels pour faire face au resserrement des conditions budgétaires et à la réduction des financements des bailleurs de fonds.

La suite de cette note présente un aperçu du paysage institutionnel de la LSFF au Sénégal et examine les conclusions du PEDAL. Vous trouverez plus de détails sur cette analyse dans Resnick and Diatta (2025) .

PAYSAGE INSTITUTIONNEL DE LA LSFF AU SÉNÉGAL

Le tableau 1 ci-dessous résume les principaux acteurs institutionnels impliqués dans la LSFF au Sénégal. Le secteur public est dirigé par le Conseil national de développement de la nutrition (CNDN), qui coordonne la politique nutritionnelle entre les ministères et les gouvernements locaux, et le Comité sénégalais pour la fortification des aliments en micronutriments (COSFAM), la principale plateforme multipartite pour la LSFF. Les principaux ministères concernés sont le ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC), le ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) et l'Agence sénégalaise de normalisation (ASN), et Laboratoire National d'Analyses et de Contrôle (LANAC). Les acteurs du secteur privé comprennent les six moulins qui composent l'Association des meuniers industriels sénégalais (AMIS), les principaux producteurs et transformateurs de sel, ainsi que les raffineurs d'huile comestible. Les partenaires de la société civile et du monde universitaire comprennent l'Association des consommateurs du Sénégal (ASCOSEN), EcoCitoyen, l'Union nationale des consommateurs du Sénégal (UNCS), l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD), l'Institut de technologie alimentaire (ITA) et l'Université Gaston Berger (UGB), qui assurent la recherche, le suivi et l'engagement communautaire. Les bailleurs de fonds et les partenaires techniques - Nutrition International (NI), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Helen Keller International (HKI), Catholic Relief Services (CRS), le Programme Alimentaire Mondial (PAM), la Fondation Gates et GAIN - apportent leur soutien en matière de financement, de formation, d'assistance technique et d'équipement pour la mise en œuvre du LSFF.

Tableau1 : Principales institutions parties prenantes dans le domaine de la fortification alimentaire au Sénégal

	PARTIE PRENANTE	PERTINENCE POUR LE LSFF	PROBLEMES/DEFIS
SECTEUR PUBLIC	MIC	Appui l'élaboration du cadre réglementaire et assure le contrôle qualité des aliments enrichis : • Direction du commerce intérieur (DCI) qui contrôle la conformité du sel iodé. • La Division de la consommation et de la sécurité des consommateurs (DCSC) qui contrôle la fortification de l'huile et de la farine de blé tendre. • Coordination avec la gendarmerie, la police et les douanes pour les tests de conformité.	Faiblesse des contrôles aux frontières ; centralisation des kits de test/réactifs à Dakar, ce qui limite la capacité régionale de test ; lenteur des achats ; nécessité de former et de motiver les agents.
	ASN	Élabore les normes nationales LSFF et représente le Sénégal aux niveaux régional et international.	Les données d'enquête obsolètes limitent les mises à jour des normes en matière de micronutriments

	PARTIE PRENANTE	PERTINENCE POUR LE LSFF	PROBLEMES/DEFIS
	LANAC	Laboratoire national de référence pour le contrôle des aliments, accrédité pour la vitamine A et l'iode.	Manque de réactifs pour les kits de test, impossibilité de tester l'acide folique
	MSHP	Joue un rôle central dans la politique nutritionnelle et contribue au LSFF par le biais des discussions au COSFAM.	A besoin de données nutritionnelles actualisées pour ajuster ses politiques.
	CNDN	Assure la supervision de haut niveau et fournit des orientations stratégiques pour le LSFF, en particulier en matière d'iodation du sel.	Coordination et mise en œuvre intergouvernementales complexes; équilibre entre les initiatives relatives au sel et les nouvelles initiatives de fortification ; maintien de la cohérence stratégique malgré les agendas des bailleurs de fonds ; retards dans les décaissements budgétaires du gouvernement.
	COSFAM	Branche technique du CNDN ; fait avancer les discussions sur la LSFF, en se concentrant sur la fortification des huiles comestibles et de la farine de blé tendre ; comprend des comités techniques sur la nutrition et le bouillon pour une analyse ciblée.	Effectifs insuffisants et absence de secrétariat permanent ; contraintes budgétaires et intérêt croissant pour d'autres véhicules alimentaires risquent de réduire l'orientation stratégique et la coordination.
SECTEUR PRIVE	Meuniers qui sont membres de l'AMIS, producteurs et transformateurs de sel, raffineurs d'huile comestible	Intégrer les vitamines et le prémix dans les aliments véhicules et, dans l'idéal, se conformer aux normes LSFF établies par l'ASN.	Augmentation des coûts de prémix et des droits de douane sur le prémix, insuffisance des matériaux d'analyse pour les micronutriments essentiels (par exemple, l'acide folique), contrôle des prix de certains aliments.
SOCIETE CIVILE	ASCOSSEN ; EcoCitoyen ; UNCS	Représente les intérêts des consommateurs ; participe au COSFAM ; sensibilise le public sur les aliments enrichis.	Financement limité ; campagnes dépendantes des donateurs ; faible sensibilisation des consommateurs dans les zones à faibles revenus et isolées.
	Universités et instituts de recherche (UCAD, UGB, ITA, Institut Pasteur)	Mènent des recherches sur les aliments enrichis, les carences en micronutriments, le suivi et l'évaluation ; fournissent des tests en laboratoire, des conseils techniques et soutiennent le COSFAM.	Capacité nationale limitée pour les tests de folate et de zinc, ce qui crée une dépendance vis-à-vis des partenariats internationaux pour certaines analyses ; coordination nécessaire entre les OSC et les universités pour éviter les doublons.
DONATEURS ET AGENCES DES NATIONS UNIES	Nutrition International, UNICEF, HKI, CRS, PAM, Fondation Gates, GAIN	Fournir un soutien technique et financier à long terme au LSFF, notamment en matière de formation, d'équipement, d'approvisionnement en prémix, de systèmes de suivi, de plateformes de données et de recherche ; travailler en étroite collaboration avec le COSFAM, les universités et les organismes du secteur public.	La forte dépendance à l'égard du soutien des donateurs risque de compromettre la viabilité du LSFF en cas de diminution du financement ou de l'assistance technique ; la coordination entre les multiples partenaires peut être fragmentée.

Source : compilation de l'auteur.

OPPORTUNITÉS ET DÉFIS LIÉS AUX ALIMENTS ENRICHIS EXISTANTS

Tous les acteurs décrits ci-dessus contribuent également à façonner le paysage actuel du Sénégal en matière de fortification alimentaire à grande échelle. L'examen des aliments véhicules existants et potentiels met en évidence à la fois les progrès réalisés et les défis à relever, notamment le programme de longue date sur le sel, les efforts autour de la farine de blé et de l'huile, et les initiatives émergentes pour la fortification du riz et du bouillon.

Fortification du sel

Le Sénégal est le plus grand producteur de sel d'Afrique de l'Ouest, avec une production annuelle d'environ 550 000 tonnes, dont 60 à 80 % sont exportées, le reste étant consommé localement sous forme de sel de table, dans l'industrie agroalimentaire, dans les bouillons ou dans l'alimentation du bétail (TechnoServe 2023). L'industrie comprend des raffineries à grande échelle telles que la Société Nouvelles des Salins du Sine Saloum (SSS) et des entreprises comme PATISEN et SENICO, ainsi que des productions artisanales concentrées dans des régions comme Kaffrine, Casamance, Fatick et Saint-Louis. Malgré une dépendance occasionnelle à l'importation, la production nationale s'est largement redressée, même si des événements climatiques, tels que les inondations du Lac Rose en 2022, ont perturbé l'approvisionnement et entraîné une volatilité des prix. La fortification du sel est largement acceptée par les entreprises et la société civile, et le gouvernement a réussi à mettre en place des sanctions et des inspections inopinées pour garantir le respect de la réglementation. Les acteurs du secteur ont également la possibilité de participer au dialogue politique, par exemple dans le cadre du Forum des entreprises de l'industrie du sel (FAIS) de 2023.

Les défis liés à la fortification du sel comprennent le coût élevé de l'iodate de potassium, la variabilité de la qualité des matières premières et la viabilité financière des producteurs, en particulier pour les petites exploitations. Les transformateurs industriels signalent des pertes dues à la mauvaise qualité du sel artisanal, qui nécessite un lavage, un raffinage et une ré-iodation supplémentaires. L'étiquetage et la traçabilité restent difficiles, en particulier pour les petits producteurs, et le manque de réactifs limite l'efficacité des machines iCheck utilisées pour vérifier la teneur en iode. En outre, le stockage et la distribution des micronutriments sont délicats ; l'iode se dégrade rapidement sous l'effet de la lumière du soleil, de l'humidité ou d'un transport prolongé, ce qui nécessite une iodation fréquente tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Farine de blé tendre

Le Sénégal importe tout son blé, mais le transforme presque entièrement sur son territoire, produisant environ 580 000 tonnes métriques en 2022 grâce à six grandes entreprises de minoterie (TechnoServe 2023). Le nombre moyen de moulins à grande échelle permet un contrôle relativement facile de l'enrichissement en fer, des études montrant que plus de 80 % de la farine de blé tendre produite dans le pays et vendu à Dakar et Thiès répond aux normes en matière de fer (Faye et al. 2025). Cette structure de marché concentrée, combinée à des tests de routine effectués par les meuniers, garantit une large conformité à la fortification en fer, bien que la fortification en acide folique reste irrégulière. Les normes actuelles sont inférieures aux recommandations de l'OMS, ce qui contribue à des carences persistantes en folates chez les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de

cinq ans (Adams, Engel-Stone et al. 2024). L'ajout de zinc à la norme relative à la farine de blé est également à l'étude afin de remédier aux carences nationales en zinc.

Les principaux défis à relever sont le coût élevé des prémix, en particulier de l'acide folique, que les meuniers achètent souvent en Chine, en France ou en Inde. La hausse des coûts des réactifs et les taxes sur les importations de prémix constituent également une source importante de mécontentement. Les prix plafonds imposés par le gouvernement sur le pain réduisent encore les marges, car les meuniers doivent absorber les coûts de production, de distribution et des prémix. Les taxes sur les importations de prémix découragent également une fortification efficace. Alors que les grands meuniers testent régulièrement la teneur en fer, leur capacité à vérifier la teneur en acide folique est limitée, et les capacités de dosage du secteur privé restent restreintes pour ce micronutriment. Malgré ces défis, les meuniers ne s'opposent pas activement à la fortification, et leur collaboration fréquente avec le gouvernement contribue à maintenir la conformité et l'alignement des politiques.

Huile comestible

La fortification en vitamine A de l'huile comestible reste l'un des plus grands défis au Sénégal. Bien que toutes les huiles comestibles soient légalement tenues d'être enrichies, la consommation nationale est orientée vers les huiles de palme et de soja importées, une grande partie de l'huile d'arachide produite localement étant exportée. Le marché est très fragmenté et la surveillance est compliquée par l'existence de plus de 40 marques (dont certaines ne sont pas correctement étiquetées) et par les importants flux d'huile de contrebande en provenance des pays voisins. Les raffineries à grande échelle ont généralement la capacité de tester la teneur en vitamine A à l'aide de laboratoires internes et d'équipements performants, mais les petites raffineries rencontrent des difficultés en matière d'emballage, de stockage et de dosage, ce qui entraîne une dégradation des nutriments. La vitamine A elle-même est très sensible à la lumière du soleil et à la chaleur, ce qui nécessite une manipulation prudente tout au long de la distribution. Une autre complication est que l'huile d'arachide brute (*Ségal*), principalement produite à Touba et largement consommée par les ménages les plus pauvres, ne peut pas être enrichie et que les producteurs artisanaux ont résisté à la réglementation en raison de leur influence politique.

Bien que le coût de la fortification soit modeste, ajoutant environ 6 à 7 CFA par litre, l'absence d'achat centralisé de prémix soutenu par les donateurs et la hausse des coûts des intrants créent une pression financière, en particulier pour les petits raffineurs. Contrairement à la farine de blé, le secteur des huiles alimentaires ne dispose pas d'une association industrielle forte pour coordonner les différents acteurs, bien que les grands raffineurs aient manifesté leur intérêt pour une telle organisation. La surveillance des frontières reste également faible, ce qui permet à des huiles non enrichies d'entrer sur le marché. Néanmoins, les grands raffineurs se conforment généralement aux normes de fortification, grâce à la combinaison de réglementations obligatoires, de la surveillance du MIC et des pratiques de contrôle de la qualité du secteur privé.

Autres véhicules potentiels pour la fortification de masse

Les bouillons cubes, consommés par 90 % de la population sénégalaise, sont depuis longtemps considérés comme un véhicule potentiel de fortification, avec un enrichissement volontaire en fer lancé par la marque Maggi de Nestlé en 2013. Le marché reste dominé par des multinationales

telles que GB Foods, Nestlé et Unilever, bien que des entreprises sénégalaises telles que Senico et Patisen disposent également d'un marché intérieur plus large. Les multinationales rencontrent relativement peu d'obstacles à la fortification du bouillon, car elles disposent déjà des équipements nécessaires, mais les producteurs nationaux restent préoccupés par les coûts élevés des prémix et des démarrages, qui s'ajoutent aux autres dépenses de production importantes telles que les ingrédients et le transport.

Malgré la large diffusion du bouillon, sa fortification est très controversée. Par exemple, les universitaires et les organisations spécialisés dans la nutrition, ainsi que le ministère de la Santé, s'inquiètent de sa teneur excessive en sel et en glutamate monosodique. La controverse est encore compliquée par la décision prise par le gouvernement en 2021 de taxer les bouillons cubes afin de réduire la consommation de sel, ce qui semble incompatible avec l'objectif de fortification. Si plusieurs études suggèrent que la fortification du bouillon en plusieurs micronutriments pourrait contribuer à réduire les carences au Sénégal, les désaccords sur les compromis en matière de santé publique, ainsi que la fragmentation des donateurs et les questions relatives à la surconsommation de nutriments, ont freiné les progrès.

Le riz, céréale la plus consommée au Sénégal avec 198 grammes par personne et par jour (PAM et NI 2019), est désormais envisagé pour être enrichi en fer, en vitamine A, en vitamines B et en zinc. Malgré les objectifs d'autosuffisance fixés depuis la crise alimentaire de 2007/08, notamment le Programme national rizicole de 2014 et la nouvelle Stratégie de souveraineté alimentaire, la production nationale ne couvre que 40 % de la demande, la majeure partie du riz étant importée. L'industrie est très fragmentée, comprenant des moulins industriels, des transformateurs semi-industriels comme la Société des Filières Alimentaire du Sénégal (SFA) et plus de 700 petites exploitations (TechnoServe 2023). Des programmes pilotes utilisant des grains de riz enrichis, menés par le PAM en partenariat avec l'ITA depuis 2020 dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire à Matam, testent la faisabilité de cette solution, mais des inquiétudes persistent. Il s'agit notamment des risques de surconsommation de nutriments si plusieurs micronutriments sont ajoutés et des compromis possibles entre les obligations de fortification et les objectifs de production nationale, étant donné la relative facilité d'importation du riz enrichi.

SYNTHÈSE DES FACTEURS FAVORABLES AU SENEGAL

Sur la base de la discussion précédente sur le paysage institutionnel du Sénégal et les défis et opportunités liés à la fortification du sel, de la farine, de l'huile et, de manière émergente, du riz et du bouillon, les priorités de la LSFF peuvent être alignées sur le cadre PEDAL présenté dans la figure 1. Le code couleur du feu tricolore du PEDAL met en évidence les forces et les faiblesses de l'environnement de fortification au Sénégal, l'analyse soulignant les principaux facteurs favorables ainsi que les obstacles persistants, notamment la coordination limitée, la fragmentation des structures industrielles et un engagement financier inégal de la part du gouvernement.

Le PEDAL montre que le programme LSFF du Sénégal a conservé son élan grâce à un large consensus entre le gouvernement, l'industrie et la société civile, ainsi qu'à plus de 20 ans d'expérience et à une forte coordination par le biais du CNDN et du COSFAM. Le ministère du Commerce joue un rôle central dans les tests, la surveillance et l'application de la loi, et bien que certaines entreprises

estiment que les sanctions sont trop sévères, ces mesures sont généralement efficaces. En présidant le COSFAM, le ministère est exposé aux preuves scientifiques, aux points de vue de la société civile et aux préoccupations de l'industrie, tandis que la société civile elle-même contribue à faire avancer la LSFF grâce à un soutien technique, à la surveillance citoyenne et à des campagnes de sensibilisation du public.

Le PEDAL souligne également plusieurs défis importants pour le programme LSFF du Sénégal. Les efforts de fortification restent fortement dépendants du soutien des donateurs et des partenaires, et les récentes coupes budgétaires, combinées à l'instabilité macroéconomique, ont exacerbé des problèmes tels que le coût élevé des prémix, la disponibilité limitée des réactifs et l'attention inégale accordée aux différents aliments véhicules. Les décideurs politiques craignent que le déplacement de l'intérêt des partenaires vers de nouveaux véhicules tels que le riz ne compromette les progrès réalisés dans le cadre de programmes établis tels que l'iodation du sel. Le COSFAM, chargé de coordonner le LSFF, a vu sa visibilité et son orientation réduites, ce qui fait craindre que la plateforme ne soit récupérée par les priorités des partenaires. Les normes de fortification du bouillon sont devenues très controversées, les professionnels de la santé s'y opposant généralement, tandis que d'autres sont ambivalents ou favorables. Cependant, il pourrait être possible à l'avenir d'impliquer l'industrie du bouillon dans la réduction de la teneur en sodium et dans le soutien à des campagnes de sensibilisation du public à la modération de la consommation de sodium. En tout cas, une étude récente a montré que seulement 15% du sel consommé au Sénégal vient du bouillon (Adams, Vosti et al. 2024).

Figure 1 : Évaluation PEDAL pour le Sénégal

		Secteur Public	Secteur Industriel	Société Civile
Volonté politique	Intérêts	Maximiser la propriété financière	Maximiser les marges bénéficiaires	Réduire au minimum les coûts alimentaires
		Minimiser les réactions négatives des groupes d'intérêt importants	Minimiser les changements organoleptiques	Optimiser la nutrition
		Maximiser le bien-être des citoyens	Maximiser la réputation de la marque	Réduire au minimum les risques pour la santé
	Idées	État contre marché	État vs marché	État contre marché
	Effet de levier	Cohésion des décideurs politiques	Associations industrielles	Alignement des coalitions
		Sanctions	Potentiel de grève	Campagnes de sensibilisation du public
Incitations		Pouvoir de lobbying	Pouvoir d'achat	
Capacité de mise en œuvre	Architecture institutionnelle	Modalités de coordination des politiques multisectorielles	Modalités d'agglomération industrielle	Modalités de coordination entre les OSC
		Coordination réglementaire horizontale et verticale	Modalités de coordination entre les segments de la chaîne de valeur	Portée géographique des OSC
		Forums de discussion avec le secteur privé et la société civile	Forums de discussion avec le secteur public et la société civile	Forums pour l'articulation des enjeux avec les secteurs public et privé
	Exigences techniques	Données permettant de suivre la consommation	Capacité de test de conformité interne	Capacité à aider au suivi et à l'évaluation
		Laboratoires chargés de contrôler la conformité	Capacité de transformation des aliments enrichis	Capacité à former le secteur privé
		Fonctionnaires formés et motivés pour contrôler la conformité	Capacité de stockage des micronutriments	Capacité à former l'administration publique

Source : Auteur. Notes : « ● » = défi pour le LSFF, « ● » = certains progrès mais des contraintes persistent, « ● » = favorable au LSFF et « ● » = facteur non identifié dans l'étude de cas. Les couleurs plus claires indiquent qu'il existe des variations dans l'évaluation en fonction du véhicule alimentaire considéré. OSC = organisations de la société civile.

D'autres défis sont liés aux lacunes dans les données essentielles et aux incitations limitées pour le secteur privé. Le Sénégal ne dispose pas d'une enquête récente représentative au niveau national sur les micronutriments, et les données sur la conformité en matière d'acide folique dans la farine de blé sont insuffisantes, les meuniers ayant du mal à doser avec précision et les laboratoires nationaux n'étant pas en mesure de réaliser des tests. Si les sanctions sont efficaces pour garantir la conformité, les entreprises reçoivent peu d'aide pour gérer les coûts, notamment la hausse des prix des prémix ou des taxes. Les prix plafonnés du pain limitent encore davantage les meuniers de blé, et les ménages les plus pauvres dépendent souvent de produits moins chers et non enrichis, tels que le pain tapa-lapa, l'huile non raffinée et le sel non iodé. Cette dynamique signifie que les populations les plus vulnérables aux carences en micronutriments peuvent avoir un accès limité aux aliments enrichis, ce qui souligne la nécessité d'interventions ciblées pour améliorer l'accessibilité financière et la portée.

RECOMMANDATIONS

- Créer un centre régional d'approvisionnement en prémix, réactifs et kits de test dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest afin de réduire les coûts, d'assurer un approvisionnement régulier et de réduire la vulnérabilité aux fluctuations des prix et des taux de change.

- Centraliser la production artisanale d'huile en reliant les broyeurs aux grandes raffineries ou en les regroupant autour de celles-ci, afin de garantir une fortification plus uniforme et de réduire le marché de l'huile non raffinée. Cela nécessitera l'implication du gouvernement et des mesures incitatives afin que les producteurs artisanaux se conforment aux dispositions centralisées.
- Renforcer les capacités des laboratoires grâce à la décentralisation régionale ou à la spécialisation transnationale, en améliorant le contrôle de la conformité en temps utile et avec précision, tout en réduisant la duplication des infrastructures coûteuses.
- Étendre l'utilisation des plateformes de surveillance numérique géocodées, qui existent actuellement pour le sel, à la farine de blé et à l'huile, permettant ainsi aux agents d'inspection de vérifier en temps réel le respect des normes.

CONCLUSIONS

Le Sénégal est depuis longtemps un leader en matière de nutrition et de LSFF, grâce à un fort engagement du secteur privé et de la société civile, à des ministères compétents, à des mécanismes de coordination et à une communauté universitaire solide qui soutient les données et la recherche. Cependant, la conformité reste inégale : la farine de blé tendre répond aux normes en matière de fer, mais peine à respecter celles relatives au folate, la fortification des huiles comestibles est irrégulière en raison de la contrebande et de la production non raffinée, et l'iodation du sel est confrontée à des défis en termes de coût et de qualité. La principale faiblesse réside dans la dépendance croissante vis-à-vis des donateurs, en particulier dans le contexte des récentes pressions macroéconomiques, ce qui rend essentiel de consolider les acquis existants, d'étendre stratégiquement les programmes aux nouveaux aliments véhicules et de renforcer la résilience financière et opérationnelle des programmes de fortification des aliments destinés à la population. Grâce à ses bases solides et à son engagement, le Sénégal est bien placé pour continuer à réaliser des progrès significatifs dans la lutte contre les carences en micronutriments.

À propos de l'auteurs

Danielle Resnick (d.resnick@cgiar.org) est chercheuse senior au sein de l'unité Marchés, commerce et institutions de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), à Washington, DC. Ampa Dogui Diatta (a.d.diatta@cgiar.org) est analyste de recherche senior au sein de l'unité Nutrition, alimentation et santé de l'IFPRI à Dakar, au Sénégal. Pour plus d'informations et pour accéder au document de travail complet de l'IFPRI sur lequel s'appuie cette note, veuillez consulter : <https://www.ifpri.org/project/political-economy-large-scale-food-fortification/>

Remerciements

Les auteurs remercient Aditi Chugh pour son aide dans la compilation de cette note.

Références

- Adams, Katherine P, Reina Engle-Stone, Brent Wibberley, Becky L Tsang, Ann Tarini, Maguette Beye, and Laura A Rowe. 2024. "Current and Potential Contributions of Large-Scale Food Fortification to Meeting Micronutrient Requirements in Senegal: A Modelling Study Using Household Food Consumption Data." *BMJ Public Health* 2(2): e001221. <https://doi.org/10.1136/bmjph-2024-001221>
- Adams, Katherine P., Stephen A. Vosti, Ann Tarini, Maguette Beye, Helena Pachón, Sophia Kiselova, and Reina Engle - Stone. 2024. "The Potential Contributions of Bouillon Fortification to Meeting Micronutrient Requirements among Women and Preschool Children in Senegal: A Modeling Study Using Household Consumption and Expenditure Survey Data." *Annals of the New York Academy of Sciences* 1537(1): 98-112. doi:10.1111/nyas.15156.
- ANSD et ICF. 2024. *Sénégal : Enquête démographique et de santé continue (EDS continue) 2023*. Dakar, Sénégal et Rockville, Maryland : Agence nationale de la statistique et de la démographie et ICF.
- Faye, Mane Hélène, Marie-Madeleine A Diémé, Phillip M Nkhoma, Adama Diouf, Dora Panagides, Abdou Badiane, Becky L Tsang, et al. 2025. "Assessing the Fortification Quality of Refined Vegetable Oil with Vitamin A, Wheat Flour with Iron, and Salt with Iodine: Findings from a Market Assessment in Senegal, West Africa." *Current Developments in Nutrition* 9(5): 107440. . [https://cdn.nutrition.org/article/S2475-2991\(25\)02900-2/fulltext](https://cdn.nutrition.org/article/S2475-2991(25)02900-2/fulltext)
- Kampman, Halie, Amanda Zongrone, Rahul Rawat et Elodie Becquey. 2017. « Comment le Sénégal a créé un environnement propice à la nutrition : une histoire de changement ». *Global Food Security* 13 (février) : 57-65. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2017.02.005>
- Resnick, Danielle. 2025. "Methodology." PEDAL Brief 1. Washington, DC: International Food Policy Research Institute. <https://hdl.handle.net/10568/172758>
- Resnick, Danielle and Ampa Dogui Diatta. 2025. "Senegal at a Crossroads: Prioritizing Large-Scale Food Fortification under Financial Uncertainty." Washington, DC : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Document de travail de l'IFPRI n° 2363. <https://hdl.handle.net/10568/176702>
- TechnoServe. 2023. *Évaluation des possibilités d'enrichissement alimentaire à grande échelle au Sénégal*. Arlington, Virginie: Techno-Serve.

Ce travail a été financé par la Fondation Gates. Cette publication a été préparée dans le cadre du projet « The Political Economy of Large-Scale Food Fortification » [INV-061395] et n'a pas fait l'objet d'une évaluation indépendante par des pairs. Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'IFPRI, qui ne les approuve pas nécessairement.

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

Un monde sans faim ni malnutrition

L'IFPRI est un centre de recherche du CGIAR.

1201 Eye Street, NW, Washington, DC 20005 États-Unis | T. +1-202-862-5600 | F. +1-202-862-5606 | E-mail :ifpri@cgiar.org | www.ifpri.org | www.ifpri.info

©2025 Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Cette publication est autorisée à être utilisée sous licence Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC BY 4.0). Pour consulter cette licence, rendez-vous sur <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>.